

L'AMÉRIQUE LATINE ET NOUS

**MICHEL ROGALSKI**

Il y a quarante ans Ernesto Che Guevara était assassiné en Bolivie. En France où l'opposition à la guerre du Vietnam mobilisait la jeunesse et où s'accumulaient les conditions de l'explosion de mai 68, l'émotion fut alors vive. A l'évidence, les guérillas andines, le Che et Fidel représentaient plus d'attraits pour la jeunesse occidentale et au-delà que les vicissitudes de la construction du socialisme ou les apparatchiks des démocraties populaires.

Aujourd'hui, il importe de prendre tout à la fois la portée de l'évolution du continent latino-américain et du rapport qu'il entretient avec la gauche européenne. Car on ne peut le nier, l'Amérique latine a toujours fasciné la gauche française qui, à tort ou à raison, s'est toujours, à travers un jeu de miroirs, identifiée à ses combats. A la fois parce que face à la vieille Europe assagié, l'Amérique latine représentait le mouvement, l'espérance, mais également parce que ce continent lointain étant un peu le prolongement de nous-mêmes, on devait pouvoir le lire et le décoder en projetant sur lui notre grille d'analyse et qu'en retour il devait bien y avoir là-bas quelque chose d'exemplaire pour nous. En ce sens la solidarité s'est toujours naturellement nourrie de sentiments d'appartenance à des combats communs.

À chaque période, une forme de solidarité

A l'heure où s'enlisait la guerre d'Algérie, la prise du pouvoir à La Havane par l'équipe de guérilleros qui accompagnaient Fidel fit entrer l'Amérique latine dans notre imaginaire de luttes. Triple symbole. Celui de la conquête du pouvoir par les armes, de la résistance à l'impérialisme (la Baie des Cochons) et de l'édification d'une société nouvelle et qui plus est, internationaliste. Mais le

retour de bâton fut rapide. L'oncle Sam, au nom de l'idéologie de la sécurité nationale, encouragea dictatures et répressions sur le continent. Peu de pays y échappèrent. La solidarité battit son plein. A la fin des années 70, l'échec de ces régimes fut tel qu'il fallu encourager des amorces de transitions démocratiques. Un peu partout l'armée passa la main et protégea ses crimes à coup d'amnisties rétroactives. Ces nouveaux régimes – mélanges de dictature et de démocratie –, les « démocraties », durent alors affronter le choc des politiques mises en œuvre par le FMI pour faire honorer le service de la dette. Les équipes au pouvoir – souvent social-démocrates – endossèrent la responsabilité des mesures les plus impopulaires, multipliant les émeutes de la faim. La décennie 90 fut qualifiée de décennie perdue tant les performances économiques et sociales furent calamiteuses multipliant le nombre de pauvres et les inégalités.

4

Au moment où ces politiques d'ajustement structurel se mettent en place dans le Tiers monde, les leaders du monde industrialisé, Reagan et Thatcher, engagent les pays de l'OCDE dans des politiques d'austérité, dont le symbole fut marqué en France, en 1983, par le tournant de la rigueur qui vit l'idéal socialiste sacrifié sur l'autel de la construction européenne. Parenthèse jamais refermée. Ajustement structurel au Sud, austérité au Nord, les mâchoires du piège se referment. Ainsi surgit ce moment particulier où la disparité des situations de luttes, loin d'éloigner, rapproche les acteurs conscients qu'un intérêt commun les relie. C'est un facteur puissant de solidarité internationaliste.

L'épuisement des régimes de transition démocratique favorise les victoires de Chávez au Venezuela, de Lula au Brésil et de Kirchner en Argentine, très vite suivies par la vague du « tournant à gauche » de 2006 qui touchera d'autres pays. Porto Alegre, ville symbole d'une gestion municipale originale de participation populaire, quasi laboratoire, devient très visitée et abrite les Forums Sociaux Mondiaux.

Alors que depuis la chute du Mur de Berlin l'Histoire semble s'être arrêtée, ce tournant latino-américain redonne espoir et interpelle l'ensemble des forces progressistes qui vont le lire et l'analyser chacune à leur manière et y trouver matière à nourrir leur propre horizon d'action. Car ce qui s'y passe soulève beaucoup d'enjeux pour les différentes familles politiques.

Nationalisme et populisme

Ces deux notions empoisonnent le débat sur l'Amérique latine, car elles servent à disqualifier toute expérience en cours au

nom qu'elle emprunterait à ces deux travers et qu'il y aurait donc lieu d'être une extrême prudence à leur égard. Poser en ces termes la question revient à faire preuve d'une grande ignorance sur la réalité de ce qui se joue et sur la relativité des concepts qui dans le temps et le lieu doivent échapper à toute transposition de grille d'analyse.

Le nationalisme s'est historiquement incarné dans des conjectures fort différentes. Il y a celui qui opprime et domine et celui qui libère. Quoi de commun entre le nationalisme allemand de la période nazie qui voulait asservir l'Europe et celui des peuples colonisés porteur d'une dimension émancipatrice face aux métropoles ? Rien évidemment au-delà du vocabulaire. Chaque avancée populaire en Amérique latine a toujours conjugué Bolivar et Marx, c'est-à-dire émancipation nationale et luttes sociales.

Vocabulaire repoussoir en Europe, car servant ici à dénoncer les élites, les nantis, les fonctionnaires, les étrangers, les autres pays, etc., le populisme s'inspire en Amérique latine d'une tradition qui remonte aux années 30 et qui recherche un tout autre objectif : incorporer les exclus, ceux qui sont à la marge de la société. C'est le sens de nombreuses politiques sociales qui ont vu le jour, *Bolsa Familia* au Brésil, *Misiones* au Venezuela, *Plan Familias* en Argentine, *Oportunidades* au Mexique, *Chili Solidario* au Chili, etc. Ces politiques ne nourrissent aucune xénophobie et n'ont pour seules cibles que la pauvreté et les inégalités. Elles visent à revenir sur plusieurs décennies de pouvoir sans partage des oligarchies dominantes qui au lieu de développer le continent s'en sont nourries.

5

À chacun sa solidarité

Ce tournant à gauche en cours en Amérique latine a bousculé le paysage politique de la région, écartant du pouvoir les forces politiques déconsidérées. La mouvance social-démocrate fut la plus touchée. Les partis affiliés à l'Internationale socialiste, n'ayant pu se démarquer du libéralisme, ont échoué dans toutes leurs promesses sociales et ont fini dans certains pays par être éliminés du paysage politique. Le continent y compte une trentaine de partis membres – ou associés – de l'Internationale socialiste, parfois plusieurs dans un même pays. C'est dire l'influence de l'IS dans la région. Cette déconfiture est autant le résultat de la politique locale de ces partis que de la grille d'analyse de l'Internationale socialiste déployée à l'égard de ces pays. Ainsi lorsque Carlos Andrés Pérez, président vénézuélien, leader de l'Action Démocratique, sera chassé

du pouvoir parce que convaincu de corruption, le bureau de l'Internationale socialiste ira jusqu'à rédiger un texte lui témoignant toute son amitié et son estime. Aujourd'hui, en France, le parti socialiste a pris conscience d'un besoin de renouvellement de ses grilles d'analyse à l'égard du tournant à gauche de l'Amérique latine et accepte d'y porter un regard moins sourcilieux, mais semble préoccupé par le choc en retour et la contamination possible en terme d'horizon d'action pour lui-même ¹.

Souvent l'analyse en termes de deux gauches est avancée. L'une socialiste modérée (social-démocrate), l'autre « nationale-populaire » qui réduirait aux yeux de la première la problématique de la démocratie à celle de la participation et de la justice sociale. Opposées sur le social ou la politique étrangère, ces deux composantes de la gauche entretiennent des relations ambiguës, conflictuelles ou coopératives selon les lieux ou les moments. Faut-il en faire le clivage central du débat politique continental et considérer que le véritable enjeu du tournant à gauche se réduit à la perte de l'hégémonie sociale-démocrate, comme certains à la droite du PS l'apprécient ?

6

A l'opposé, du côté de la IV^e Internationale l'ennemi principal serait devenu le « néo-développementisme » et sa forme régionalisée le Mercosur. Il conviendrait alors de tirer sur tout ce qui s'opposerait au « socialisme du XXI^e siècle », fût-ce au prix d'un retour du néolibéralisme écarté avec tant de peine ².

En réalité, les analyses en terme de deux gauches, qu'elles soient menée par les tenants d'une social-démocratie frileuse craignant d'être balayée du jeu politique, ou par une extrême gauche radicalisée ne s'imaginant aucun allié possible qui n'accepterait pas la rupture immédiate, ont beaucoup en commun. Ces deux conceptions oublient tout simplement que les formes de domination de l'impérialisme sur l'ensemble du continent restent

¹ En témoigne ainsi un récent numéro de *La revue socialiste* consacré à l'Amérique latine (n° 27, avril-mai 2007) où les divergences les plus marquées entre les contributeurs portent autant sur l'analyse actuelle de l'évolution du continent ou sur les erreurs d'appréciations passées que sur les leçons à tirer en terme d'horizon politique pour le PS, quant à la nouvelle façon de voir les choses... en France.

² On consultera le numéro de juin-juillet 2007 de la revue *Inprecor* qui développe cette problématique à travers un dossier qui porte sur le thème « Amérique latine, socialisme ou néodéveloppementisme ».

pour l'essentiel en place, qu'elles n'ont pas été terrassées et y conservent encore de fortes positions appuyées sur les oligarchies financières locales.

Progressiste en Amérique latine

La question centrale qui surdétermine toutes ces polémiques porte moins sur ces débats de tactique que sur l'essentiel. De quoi souffre l'Amérique latine ? De quoi a-t-elle besoin ? Qui peut y contribuer ? Continent riche en ressources, en main-d'œuvre qualifiée, des richesses y sont produites mais sont pillées. Les gens sont pauvres mais côtoient des riches vivant de ce continent, un pied sur place et un autre à l'extérieur. Pour qu'un tel système perdure des dictatures se sont installées, la répression, l'austérité et l'appauvrissement ont sévi. Comment tourner la page ?

Des équipes nouvelles ont accédé aux responsabilités. A l'évidence, elles échappent aux classifications européennes en termes de gauche-droite. Il serait vain de chercher à y voir, comme dans un miroir, le reflet de nos turpitudes. Elles doivent être appréciées à l'aune de quelques critères essentiels : l'allégeance ou la souveraineté face aux États-Unis, la prise en compte des problèmes sociaux et notamment de l'attitude menée face à la pauvreté et aux inégalités, la volonté de construire les bases matérielles et financières d'une croissance nécessaire au développement, enfin le mode d'exercice du pouvoir qui renvoie tout à la fois à la pratique de la démocratie, au respect des libertés publiques, à la transparence, et au degré de corruption. Succédant à des régimes dictatoriaux ou à des équipes déconsidérées ces nouvelles expériences ont la lourde tâche de consolider la démocratie, faire face aux inégalités criantes et au désarroi des classes moyennes dans un contexte de large ouverture économique, d'une très forte violence sociale et d'un grignotage des sociétés par les activités informelles. C'est bien une nouvelle Amérique latine qui émerge dans les années 2000, un continent qui veut réparer les dégâts du néolibéralisme et suivre un autre chemin. L'attente est immense.

Ne calculons pas nos grilles d'analyse sur leurs réalités. N'instrumentalisons pas leurs luttes dans nos débats. Faisons face à notre réalité sans recours à un modèle décalé. Soyons solidaires. Seulement solidaires.

